

## "Le problème fondamental" dans Corriere della Sera (31 août 1954)

**Légende:** Le 31 août 1954, le quotidien italien Corriere della Sera commente l'échec de la Communauté européenne de défense (CED) et fustige la décision de l'Assemblée nationale française.

**Source:** Corriere della Sera. 31.10.1954, n° 207; anno 79. Milano: Corriere della Sera. "Il problema fondamentale", auteur:Guerriero, Augusto , p. 1.

**Copyright:** (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

**URL:**

[http://www.cvce.eu/obj/le\\_probleme\\_fondamental\\_dans\\_corriere\\_della\\_sera\\_31\\_aout\\_1954-fr-dd82656c-62ee-4e61-bcoc-bfc8513eaa03.html](http://www.cvce.eu/obj/le_probleme_fondamental_dans_corriere_della_sera_31_aout_1954-fr-dd82656c-62ee-4e61-bcoc-bfc8513eaa03.html)



**Date de dernière mise à jour:** 06/07/2016

## Le problème fondamental

L'Assemblée nationale française a définitivement enterré la Communauté européenne de défense. Pierre Mendès-France l'avait déjà mise à mort à Bruxelles et, ensuite, sa préoccupation principale a été de lancer le débat puis, de faire en sorte que la Communauté européenne de défense soit rejetée et que le gouvernement reste en place. Tout en préservant sa neutralité. Il y a un an de cela, alors qu'il avait posé sa candidature pour la présidence, il avait lui-même déclaré qu'il ne pouvait pas concevoir qu'un chef de gouvernement ne prenne pas position dans ce débat. Le débat a eu lieu et Mendès-France n'a pas pris position: l'homme dont la devise était «il faut choisir» sur une question aussi cruciale – CED ou pas CED – n'a pas choisi.

Ce qui est arrivé aujourd'hui ne serait toutefois qu'un désastre, ou plutôt une clarification, si la France était à présent déterminée à collaborer sans réserve à l'alternative restante: une coalition militaire de défense. Grâce à la CED, deux problèmes pouvaient être résolus: celui de la défense de l'Europe de l'Ouest, en demandant à l'Allemagne qu'elle y participe, et celui de l'«intégration» européenne, en limitant les souverainetés nationales en faveur d'une organisation supranationale. La prédominance de ce second objectif, ambitieux et éclairé, a empêché que se réalise le premier, plus modeste et plus concret.

La conférence de Bruxelles a montré que pour le moment, le second problème ne pouvait être résolu. De plus, le vote de l'Assemblée nationale française affecte l'aspect de l'entreprise qui concerne la tentative d'«intégration» et non la tentative d'alliance avec l'Allemagne. De nombreux opposants à la CED ont souvent nié leur intention d'exclure un réarmement de l'Allemagne. En outre, Pierre Mendès-France a, au cours des derniers jours, fait comprendre à plusieurs reprises que si la CED devait être rejetée, il fallait, par contre, accepter le réarmement de l'Allemagne.

Mais l'accepte-t-il? Lors d'un de ses discours radiophoniques hebdomadaires, il confia ce dilemme en toute franchise au peuple français: «Vous devez choisir entre un réarmement allemand contrôlé par la CED et un réarmement allemand qui ne serait plus du tout contrôlable». Poser le problème en ces termes signifierait faire échouer également la seconde alternative, car le peuple français n'accepterait jamais un réarmement allemand qui ne serait pas maîtrisé. Néanmoins, on peut envisager un réarmement de l'Allemagne dans le cadre d'une alliance et placé sous le contrôle des organes et des commandements de cette dernière.

Tout dépend de la sincérité des intentions de Pierre Mendès-France. M. Pacciardi dit que, d'après ce qu'il connaît du personnage, «il n'est pas homme à jouer un double jeu» et que «s'il affirme ne pas avoir pris d'engagements sur les questions européennes, il faut le croire». Il reconnaît cependant que sa politique n'a jusqu'à présent profité qu'à la Russie. Nous n'avons, nous, jamais rencontré Pierre Mendès-France. Néanmoins, le fait que la question se pose est déjà assez grave. Il est un fait que lorsque Sir Gladwin Jebb lui a demandé s'il avait pris des engagements concernant l'Europe, il avait éludé la question. Il est un fait aussi que, juste après la conférence de Bruxelles, il s'envola pour Londres et soumit au gouvernement britannique des propositions encore mystérieuses aujourd'hui. Il est un fait, encore, que lors du débat à l'Assemblée, même s'il s'était déclaré neutre, il avait tout fait pour que la CED soit anéantie.

Si les conventions de Bonn sont ratifiées, l'Allemagne récupérera sa souveraineté, mis à part en matière d'armement. C'est pourquoi le problème de fond, à savoir la participation de

l'Allemagne à la défense de l'Europe, ne trouvera toujours pas de solution. Si la France devait, selon un journal britannique important, après ces quelques jours de travail, s'opposer à une méthode qui permettrait d'atteindre cet objectif, alors la crise, non seulement française, mais qui touche tout l'Occident, serait grave et fondamentale.

Augusto Guerriero